

---

# Capitalisme(s) et Politique : Pour un institutionnalisme pluraliste

Eric Lahille\*<sup>1,2</sup>

<sup>1</sup>CEMI (Centre d'Etudes des modes d'industrialisation) – ehess, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) – France

<sup>2</sup>ESIEE PARIS (Université PARIS-EST) – ESIEE PARIS - UNIVERSITE PARIS-EST – France

## Résumé

La convention constitutive de l'orthodoxie économique, fondée sur l'opposition simpliste entre politique et économie, conduit à l'érection d'un cadre conceptuel normatif basé sur le rejet de l'Etat et l'apologie du marché. En s'affranchissant des processus sociopolitiques structurant les systèmes capitalistes et en réifiant les objets d'études et les catégories économiques, elle aboutit à des prescriptions d'assujettissement du politique et de l'Etat aux lois du marché qui aggravent les tensions sociales et conduisent à des grandes crises dont la nature est aussi politique (Lahille, 2014, Rosanvallon, 2014, Salais, 2014, Streeck, 2015).

Ce constat amène à réinterroger les structures relationnelles reliant les logiques économiques et politiques dans les sociétés capitalistes à partir de la Théorie de la régulation (TR) qui a contribué à renouveler la topologie traditionnelle des interrelations économie-politique. La théorisation du changement institutionnel, établie sur une conception politique non déterministe et conflictuel des rapports sociaux a ainsi ouvert une perspective heuristique partagée avec le néo-institutionnalisme historique autour des théories de la diversité des capitalismes (Amable, 2005, Boyer, 2004b, Hall et Soskice, 2001, Hall et Thelen, 2009).

Le consensus sur le rôle sociopolitique de la finance, qui irrigue les travaux hétérodoxes, ne doit cependant pas masquer deux difficultés. En premier lieu, la théorisation de l'accumulation est partiellement fondée sur des principes économiques généraux qui n'épuisent pas la question de la dynamique des capitalismes. En effet, celle-ci ne peut être saisie en dehors des interrelations politico-économiques qui la débordent (Ramaux, 2012) et les régimes d'accumulation sont redevables d'interdépendances non univoques avec les conditions symboliques et sociologiques mais aussi les ordres politiques (Théret, 1999 ; Nitzan et Bichler, 2000). Ce qui nécessite donc de mieux caractériser le statut des interactions entre capitalismes et systèmes politiques.

En second lieu, l'hétérogénéité de conceptions et de modes d'appréhension du politique (au sein de la TR et en dehors) limite la possibilité de forger une conceptualisation unifiée à opposer aux approches standard. Pourtant, à l'heure du renforcement de l'emprise néo-classique sur les sciences et les formations sociales, penser les processus politiques sous-jacents aux mutations des capitalismes constitue pour l'hétérodoxie un enjeu fondamental.

*La communication propose ainsi un éclairage des structures politiques des capitalismes à partir des travaux régulationnistes. Mais, leur hétérogénéité limitant la possibilité de forger*

---

\*Intervenant

*un cadre alternatif unitaire, l'objectif est d'en proposer une appropriation critique et une actualisation constructiviste à combiner aux apports institutionnalistes interdisciplinaires sur le sujet. Dans un contexte intellectuel et institutionnel marqué par l'emprise croissante des idées néo-libérales, le projet consiste en un travail de fertilisation croisée aboutissant à une ontologie sociale pluraliste articulant " modes de régulation et travail politiques des acteurs ".*

**Mots-Clés:** Capitalisme(s), Théorie de la régulation, Mode de régulation politique, Travail politique, Institutionnalisme méthodologique